

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4670 - Lundi 22 Juillet 2024 - Prix : 200 Fc

EXAMEN NATIONAL

Le syndicat des enseignants appelle au boycott



La FSEC en conférence

HOUMED MSAIDIE AU CABINET PRÉSIDENTIEL, ABI À L'ONICOR
Azali repositionne ses anciens ministres

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

15 Moharam 1446
Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Juillet 2024

Lever du soleil:

06h 28mn

Coucher du soleil:

17h 57mn

Fadjr : **05h 15mn**

Dhouhr : **12h 16mn**

Ansr : **15h 12mn**

Maghrib: **18h 00mn**

Incha: **19h 14mn**



INCENDIE DANS UN IMMEUBLE À NICE

Un deuil national de trois jours aux Comores

L'incendie à Nice, qui a décimé une famille comorienne, a secoué plusieurs personnes en France et aux Comores. Le gouvernement comorien a consacré trois jours de deuil national. En France, une personne est en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur l'incendie qui a fait sept morts de la même famille.

Consterné par la nouvelle, le gouvernement comorien a décrété trois jours de deuil national sur l'ensemble du territoire, soit du vendredi 19 au dimanche 21 juillet 2024 inclus. Le drapeau national érigé sur les lieux, bâtiments et édifices publics est mis en berne. Des prières ont été faites en mémoire des morts. Tous demandent justice après cet incendie qui a décimé toute une famille comorienne, dont trois enfants âgés de 5, 7 et 10 ans.

D'après BFMTV, une personne a été interpellée et placée en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur l'incendie criminel qui a fait sept morts de la même famille. « Il est nécessaire que le secret de l'enquête, gage d'efficacité tout particulièrement à ce stade des investigations, soit respecté », souligne le procureur Damien Martenelli.

En mémoire, c'est dans la nuit de mercredi à jeudi qu'un incendie a ravagé un appartement au 7e et dernier étage d'un immeuble du quartier populaire des Moulins, provoquant la mort de sept personnes d'une même famille. Il s'agit de Sitti Abdallah Sahir, native de Bandar-Salam à Mohéli, et son mari Aboul-Kassim Chimpenda, péris dans les flammes aux côtés de leurs quatre enfants, dont trois âgés de 5, 7 et 10 ans, ainsi qu'un adolescent. Deux jeunes de 17 et 19 ans ont survécu, ainsi que tous les habitants des

appartements voisins, évacués par les sapeurs-pompiers.

Selon le communiqué du parquet du jeudi soir, les premières investigations ont révélé trois départs de feu aux 1er, 2e et 3e étages, tandis que des images de vidéosurveillance ont montré « trois jeunes hommes aux visages non dissimulés, vêtus de tee-shirts et de shorts », qui ont pénétré dans l'immeuble en cassant la porte d'entrée, puis sont ressortis et ont pris la fuite juste avant que le feu ne se déclare dans l'immeuble. « S'il convient à ce stade de faire preuve d'une particulière prudence sur le mobile du passage à l'acte criminel, la piste de faits intervenant dans le cadre d'un conflit sur fond de trafic de stupéfiants, sans lien avec les victimes et leur famille, est explorée », a souligné le procureur de Nice.

Andjouza Abouheir



DÉLIBÉRATION DE L'EXAMEN D'ENTRÉE EN 6E :

Des résultats moins satisfaisants à Ngazidja

Les résultats du concours d'entrée en sixième, publiés le 19 juillet, ont révélé un taux de réus-

site préoccupant de 30,96 % à Ngazidja. Sur les 8 552 candidats présents aux épreuves, seulement

2 648 ont été admis. Ce taux est nettement inférieur à celui des autres îles : Anjouan affiche un taux de réussite de 58,54 % avec 4 297 admis, et Mohéli 57,25 % avec 888 admis.

Cependant, de nombreux utilisateurs ont signalé des difficultés pour vérifier les résultats sur l'application Oneckm.net, des problèmes techniques ayant été largement commentés sur les réseaux sociaux.

commenceront ce dimanche 21 juillet et se termineront le mardi 23 juillet. Les résultats du baccalauréat sont attendus entre le 31 juillet et le 1er août.

Kamal Gamal

Les épreuves écrites du BEPC



La délibération s'est tenue entre 14h et 15h au siège de l'inspection générale de l'éducation nationale. Initialement, 8 728 candidats étaient inscrits à l'examen, mais 176 étaient absents. Le président du jury, Djalalya Abdou, a félicité les admis et encouragé les autres à persévérer. Il a aussi souligné que 18 candidats ont obtenu des moyennes exceptionnelles, allant de 18,9 à 19,55, et a exprimé sa satisfaction de voir que beaucoup de ces élèves viennent de l'enseignement public.

BEPC
12.808 candidats en lice

Comme d'habitude, l'examen marquant la fin des examens nationaux a commencé hier. Il s'agit du BEPC, dont les sigles signifient Brevet d'Études du Premier Cycle. Au total, 12.808 candidats espèrent accéder au lycée avec ce brevet en poche. Cette année, on compte 6868 candidats à Ngazidja, 4803 à Ndzuani et 1137 à Mwali. Tout comme dans les examens précédents, les mesures de sécurité seront au rendez-vous. Les candidats débutent par la dictée, la composition française et la science naturelle. Après la fin des épreuves écrites demain mardi 23 juillet, la correction de cet examen débutera du jeudi 25 au 29 juillet prochain. La délibération du premier groupe est attendue le 4 août prochain.

HABARI ZA UDUNGA

La politique, une des panoplies du folklore des îles de la lune

Dans les îles de la lune, il a été toujours difficile de suivre le cheminement des hommes et des partis politiques et c'est un doux euphémisme. Il n'est pas rare que dans certaines situations on nage dans l'irrationnel. C'est donc naturellement qu'on en vient à raisonner par l'absurde. La première absurdité vient du fait que sur un tout petit espace, on se retrouve avec moult chefs de partis ou se déclarant tel. Le ridicule ne tuant pas, pourquoi s'en priver !

Le deuxième est si l'on essaie d'examiner les discours et les actes de notre microcos-

me politique sous les cocotiers, on ne manque pas de se dire si, réellement, ce dernier a une claire conscience de ses comportements et de ses agissements.

Les multiples partis et autres groupements qui aspirent au pouvoir dans des petites îles comme les nôtres montrent que la politique est plus du folklore qu'autre chose.

En définitive, on en arrive à se demander si ce n'est pas la rue et les palabres dans les bangwés, qui dirigent les faits et gestes du microcosme, dans la mesure où on a du mal à comprendre l'irrationalité qui guide nos grands hommes.

Nous disons souvent que tout cela demande de renouveler la

manière dont nous concevons la politique. En renouvelant notre façon d'aborder les problèmes, cela nous amènera inéluctablement à soulever toutes sortes de questionnements sur cette fuite en avant qui ne dit pas son nom.

Le plus important est d'admettre là où nous avons failli et d'ouvrir le débat à des nouvelles approches qui prennent en compte les réalités du pays et qui valorisent les compétences et l'honnêteté.

L'ensemble des acteurs présents dans l'arène nationale, chacun à travers le filtre de ses intérêts, contribue finalement à faire émerger une définition d'une politique qui ne prend en compte que ses intérêts

propres au détriment de l'intérêt général.

En effet sur une scène mondialisée, en proie à une concurrence effrénée pour l'accès aux ressources financières, il n'est pas sûr que ce soit par le morcellement à l'infini du pays que nous allons contribuer à résoudre nos problèmes.

Il faut comprendre que nos îles sont au centre d'enjeux qui les dépassent dans la mesure où le monde actuel est constitué de blocs dont on a le plus grand mal à définir les contours. Nous savons tous pertinemment que peu de pays dans le monde prennent des décisions de pleine souveraineté. L'interdépendance est devenue un

concept qu'il convient d'intégrer dans notre façon d'analyser l'équilibre des forces dans le monde et dans notre région en particulier.

On a l'impression que les problèmes du pays vont se résoudre au lendemain des multiples élections que nous prenons un malin plaisir à organiser oubliant en passant que le jeu des alliances nécessite pour le gagnant de distribuer des prébendes aux uns et à étancher la soif des autres. Cruel dilemme pour des bâtisseurs. Malheureusement nous sommes loin de la chanson de Maanbadi, qui disait : « Pve lawa meli meli pvotsondjiya lasi ».

Mmagaza

EXAMEN NATIONAL

Le syndicat des enseignants appelle au boycott

Alors que les examens du Brevet d'étude du premier cycle (Bepec) ont débuté ce dimanche 21 juillet, la Fédération des Syndicats de l'Éducation aux Comores (FSEC) a appelé les correcteurs de l'examen du BAC, les enseignants membres du secrétariat, et ceux qui ont reçu les convocations du BEPC à se retirer du processus.

Dans un point de presse tenu en milieu de journée samedi, les membres de la FSEC se sont dits très déçus de la réponse qu'ils ont reçue des représentants du

gouvernement lors de leur rencontre tenue le même jour. En effet, dans le protocole signé sous haute tension en janvier entre la FSEC et les représentants du gouvernement, il était

convenu que les enseignants obtiendraient au moins un avancement en juillet 2024 ainsi que l'intégration des diplômes professionnels (CAE, CAP, DIFOSI, et licence professionnelle des professeurs d'école).

Les autorités gouvernementales, selon les représentants syndicaux, ont demandé lors de la rencontre du samedi un délai de grâce, le temps

de procéder à un nouveau contrôle des agents de l'éducation nationale. Une démarche rejetée par la FSEC en l'absence de leur secrétaire général, Moussa Mfougouliye, qui se trouve à Mohéli pour une mission de coordination des corrections du BAC.

Le mot d'ordre syndical n'a pas été suivi, en tout cas à Mohéli. Les

examens du BEPC ont débuté dans tous les sous-centres de l'île avec un retard de plus d'une heure, hier dimanche. À Ngazidja, jusqu'à 9 heures, sur certains sites de Moroni, les épreuves ont accusé un retard de deux heures. Nous y reviendrons dans notre prochaine édition.

Riwad

HOUMED MSAIDIE AU CABINET PRÉSIDENTIEL, ABI À L'ONICOR

Azali repositionne ses anciens ministres

Une vingtaine de jours après le remaniement ministériel, lors duquel Azali a complètement changé son équipe, à l'exception du ministre de l'Intérieur, le chef de l'État vient de nommer deux de ses anciens ministres à d'autres postes : Houmed Msaidie en tant que conseiller spécial et Hamada Moussa (Aby) en tant que directeur général de l'ONICOR.

Une pluie de décrets est tombée vendredi 19 juillet. S'il s'agit principalement d'un jeu de chaises musicales, dominé notamment par le secteur du transport maritime entre l'Agence nationale des affaires maritimes (Anam), la Société comorienne de navigation maritime (Soconam), et la Société comorienne des ports (SCP), trois décrets comportant quatre nominations ont particulièrement retenu l'attention. L'ancien ministre de l'Agriculture et porte-parole du gouvernement, Houmed

Msaidie, n'aura pas chômé longtemps.

Moins d'un mois après son départ du gouvernement, celui qui a vu fondre ses espoirs de devenir directeur de cabinet du chef de l'État vient d'être nommé conseiller spécial de ce dernier. Il faut dire que le nouveau conseiller n'aura pas à regarder voler les mouches puisqu'en se voyant chargé des affaires politiques, ce politicien aguerri trouve chaussure à son pied aux côtés du chef de l'État, avec qui les liens ne sont plus à démontrer.

Outre l'ex-leader de Radhi, un parti qui a fusionné avec la CRC, un autre ancien ministre fait partie des récentes nominations. Moussa Hamada, ministre de l'Énergie jusqu'au 1er juillet, est parachuté à l'Office national d'importation et de commercialisation du riz (ONICOR). Il succède à Miroidi Aboudou, promu ministre de l'Aménagement, et aura la lourde tâche d'assurer la stabilité de la



Ahamada Moussa (Aby)



Houmed Msaidie

fourniture du riz, aliment le plus consommé aux Comores. À l'ONICOR, les ruptures de stock sont monnaie courante en raison d'une gestion jugée « hasardeuse ».

Au secrétariat général du gouvernement, perçu comme l'antre du pouvoir, l'ancien ministre de l'Éducation Salim Hafi devient le secré-

taire général adjoint du gouvernement, secondant ainsi Nour el-Fath Azali, fils du chef de l'État. La militante Najda Said Abdallah, jusqu'ici secrétaire générale du ministère de l'Énergie, est l'unique femme à faire partie de cette série de nominations, outre la magistrate Noura Oussene, dont le mandat au sein de

la Cour de sûreté de l'État est renouvelé pour un an. Mme Said Abdallah est devenue commissaire générale au Plan, en remplacement de Fouad Goulam, en poste depuis 2016.

Andjouza Abouheir

PAIEMENT DE LA VIGNETTE 2024

La grève est suspendue

Les négociations sur la suspension de la vignette de 2024 entre le ministère de l'Aménagement et le syndicat national des conducteurs routiers Wusukani Wa Masiwa sont prévues cette semaine. En attendant, la grève des transporteurs routiers a été suspendue jusqu'à nouvel ordre.

C'est peut-être la fin de la discorde entre les professionnels du transport routier et le ministère de l'Aménagement. Après des semaines de bras de fer sur la question de suspendre la vignette de l'année en cours, le mot d'ordre de grève a été levé jusqu'à nouvel ordre. En effet, dans une note datant du 17 juillet dernier, le ministère de l'Aménagement invite le directeur général des Impôts à « suspendre provisoirement toute mesure relative à la vignette de l'année 2024 en attendant les conclusions qui seront issues des négociations prévues » entre ledit syndicat et le ministère tutelle.

Joint au téléphone, le porte-parole du syndicat Wusukani Wa Masiwa, Moustoifa Hamidou, célèbre sous le surnom de Chema, fait

savoir que les négociations vont reprendre en début de semaine. « Il était prévu de nous revoir ce vendredi 19 juillet. Mais le ministère de

tutelle a eu des imprévus liés à son agenda. Nous allons nous revoir soit lundi, soit mardi 23 juillet. Nous allons nous entretenir afin de

trouver un compromis sur cette question de vignette », souligne celui qui espère qu'ils vont faire entendre leur voix. Et de poursuivre : « Les vingt chauffeurs interpellés par les forces publiques à Ngazidja et à Ndzuanu ont tous été relâchés le lendemain, soit jeudi 18 juillet. »

Rappelons que ces conducteurs routiers revendiquent la suspension du paiement de la vignette 2024, dont les dernières négociations ont fini en queue de poisson. Cette revendication tire sa légitimité de l'état piteux de plusieurs axes routiers sur l'étendue du territoire national.

Notons que 25 à 30 % de la vignette automobile a été recouvrée, contre 80 % à la même période, l'année dernière. Il reste à savoir si les personnes qui ont couvert la vignette cette année seront remboursées ou si cette couverture sera comptabilisée pour l'année 2025.

Andjouza Abouheir



LIGUE DES CHAMPIONS CAF

USZ, un déplacement pour deux rencontres !

De retour en coupes africaines, l'Union Sportive de Zilimadju fera face à la mi-août aux redoutables Nigériens d'Enugu Rangers en match aller-retour, probablement au Nigeria. Faute d'un terrain homologué, les Moroniens seront obligés de jouer leurs deux matchs à l'extérieur. Un handicap qui peut se révéler avantageux, tant le champion des Comores n'a rien à perdre dans cette compétition.

En tout cas, le club de Zilimadju n'ira pas au Nigeria en victime expiatoire. Depuis plus de deux semaines, les coéquipiers de Hilali Masulaha s'entraînent sans relâche au stade de Moroni où ils peaufinent leur préparation en vue de l'affrontement contre les Rangers d'Enugu. Le 16 août prochain, les champions des Comores 2024 vont entamer leur campagne en Ligue des champions pour essayer de faire ce qu'aucun autre club n'a pu faire jusqu'à main-

tenant : passer le cap du premier tour des préliminaires de la plus prestigieuse des coupes africaines.

Principale ville de l'État d'Enugu, Enugu est située au sud-est du Nigeria. Les Rangers sont la principale formation de la ville, qui compte pas moins de 700 000 habitants dans son agglomération. Champion du Nigeria, Enugu Rangers aura la volonté dans cette compétition de redorer l'image des clubs nigériens qui n'ont plus été sacrés en compétitions africaines depuis les deux victoires (2003, 2004) d'Enyimba d'Aba.

Ce qui est sûr, l'Union Sportive de Zilimadju est déjà dans les starting-blocks pour jouer ses chances. Et cela passe par le renforcement du staff technique. Vendredi dernier, est arrivé à Moroni le nouveau manager de l'équipe, Razafindralambo Jeannot Paul, avec comme objectif de faire franchir un nouveau palier au club de la capitale. Titulaire d'une licence A CAF, Razafindralambo



Union sportive de Zilimadju.

cumule en même temps les fonctions d'entraîneur des gardiens des Barea et d'instructeur local des gardiens de buts. Ancien gardien de but du club M (ancien nom des Barea) dans les années 1980, Popoly

comme on le surnomme, connaît le haut niveau grâce à plusieurs participations dans les compétitions internationales. L'arrivée du coach malgache est une aubaine pour le club de Moroni, qui va pouvoir

bénéficier de la connaissance d'un entraîneur expérimenté et parfaitement huilé dans les compétitions continentales.

Imtiyaz



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres

Projet : Résilience Climatique Régionale en Afrique Orientale et Australe (P180171 – PRRC)

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE)

2024-09/ CONSULT/ MPO-UGP-PRRC

« SOLlicitation A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR DEVELOPPER DES MODELES NUMERIQUE DE PREVISION OPERATIONNEL D'ALEAS COTIERS. »

1. Contexte :

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque Mondiale d'un montant de 5 millions de dollars USD dans le cadre du renforcement de la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe.

Un des objectifs du Projet Régional est de renforcer la résilience des populations vulnérables par l'amélioration de la gestion des chocs climatiques en rapport avec l'eau en Afrique de l'Est et australe est permettre en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans dont la date de mise en œuvre à commencer le 09 août 2023 et selon les directives de la Banque Mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour le « **Recrutement d'un consultant (Entreprise, Bureau, firme, ... expert(e)) pour développer des Modèles Numérique de Prévision Opérationnel d'Aléas côtiers** »

2. Objectif

L'objectif principal du travail décrit ici est de combler une lacune identifiée par plusieurs évaluations récentes des besoins du secteur de gestion des catastrophes aux Comores : le manque de produits de prévisions à la fois adaptés aux échelles spatiales fines du pays et provenant d'une source hébergée et exploitée au niveau national pour des échéances de 24 à 72 heures (1-3 jours dans le futur) des vagues et des inondations côtières, afin de permettre la prévi-

sion de l'impact d'une manière bien informée et systématique.

Le produit final de cette étude représentera une contribution majeure à la capacité d'opérationnalisation des services de prévisions côtières et marines.

2.1 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

Obtenir un nouvel ensemble de modèles numériques de représentation des états de la mer (hauteur, direction, et période des vagues et de la houle), la dynamique moyenne en profondeur (niveaux d'eau et courants 2DH des marées et déferlement) et de caractérisation des états côtiers (submersion marine) bien calibrés et validés pour l'ensemble des îles, prenant en compte les mécanismes suivants :

- Des vagues et la houle : transition entre l'océan profond et le littoral jusqu'à la plage.

- les niveaux et les courants des marées et de déferlement, produits par un modèle dynamique moyenne en profondeur (2DH) allégé.

- l'inondation côtière combinée, c'est-à-dire la simulation de submersion marine dynamique produite par une combinaison de l'hydrodynamique et de l'effet des vagues (wave setup),

Cela permettra de terme d'établir des prévisions à moyen terme pour chaque île.

La remise des modèles comprendra des backups codes sources, l'infrastructure d'exécution des modèles et de visualisation des résultats des simulations, la soumission d'un rapport final de modélisation et plusieurs jours de formation (à déterminer lors de la première mission de l'entreprise) à l'ANACM/DTM, à Moroni.

Le produit final devrait être conforme à l'état actuel de l'art, et utile pour informer et illustrer les bulletins nationaux d'alerte précoce. Il doit être pratiquement prêt à être inclus dans un futur système d'intégration et/ou de visualisation en temps réel.

3. Profil et composition du personnel du Consultant

L'entreprise doit justifier des compétences élargies notamment dans les domaines de l'Hydrodynamique, la géomatique, la modélisation numérique, les mathématiques appliquées, dynamique côtière et vagues, sciences de la Terre et la communication.

L'équipe de mise en œuvre comprendra au moins 4 membres, une expérience dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne est particulièrement appréciée.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 3.14, 3.16, et 3.17 1.9 de la Section III de : « BANQUE MONDIALE, Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) », septembre 2023, relatifs aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

4. Méthode de sélection du Consultant

Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité

Technique et le Coût (SFQC) et conformément aux procédures de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) version de Septembre 2023.

5. Dépôt de la manifestation d'intérêt

Les manifestations d'intérêts doivent être déposées en présentiel ou par courriel électronique du **Lundi au Vendredi de 08 heures 30 à 15 heures 30 aux adresses :**

- Projet Régional de Résilience Climatique-Comores (PRRC); Rue Corniche Sis à l'Enceinte du projet PALU, Bat. DGEAT rez de chaussée Fonds Routier, BP 12 Moroni - Moroni-Union des Comores, Téléphone : +269 346 82 03/ 453 43 12)

Par email : coordonnateurprrc@gmail.com ; rcrccomores@gmail.com

Avec la mention « **RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR DEVELOPPER DES MODELES NUMERIQUE DE PREVISION OPERATIONNEL D'ALEAS COTIERS.** » à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le **Lundi 29 juillet 2024 à 12h30.**

Toute demande de renseignement complémentaire devra être envoyée à l'adresse susmentionnée ci-dessus.

Les candidats intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents services (CV, Diplômes, attestations et autres documents probants dans le domaine sont recommandés).